

Conférence de presse conjointe du Président Emmanuel Macron et du Premier ministre slovène, Robert Golob.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup Monsieur le Premier ministre, Mesdames, Messieurs les ministres, Mesdames les ambassadrices, Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités, je veux remercier le Premier ministre Robert Golob pour l'accueil chaleureux de ces deux jours, d'abord à l'occasion du MED9 que nous avons tenu à Portoroz et dont nous avons rendu compte hier, et puis hier, donc, à Koper et Ljubljana.

Et vous l'avez parfaitement dit à l'instant, M. le Premier ministre, cher Robert, d'abord entre la Slovénie et la France, il y a la volonté de poursuivre un agenda européen qui converge sur beaucoup de sujets. Nous l'avons mesuré hier dans la discussion. Nous l'avons encore vu hier soir dans notre échange de travail. Nous avons une communauté de vues sur les grands dossiers internationaux, le soutien à l'Ukraine aujourd'hui, la volonté d'avoir une paix robuste et durable, qui permette aussi la sécurité de tous les Européens, et une convergence de vues sur la situation au Proche et Moyen-Orient, avec notre volonté commune d'œuvrer à un cadre là aussi durable de paix qui est seul rendu possible par la perspective des deux États et tout le travail que nous sommes en train de faire avec nos partenaires arabes et européens et en lien avec les États-Unis d'Amérique pour que le cessez-le-feu et le retour des otages des derniers jours puissent se poursuivre par une paix stable et durable, qui suppose encore beaucoup d'efforts diplomatiques sur le plan humanitaire, de la gouvernance sécuritaire et politique. Là-dessus, l'échange que vous nous avez permis d'avoir avec le roi de Jordanie hier en marge justement du MED9 était un moment important. Et sur ces sujets, nous allons porter une voix commune lors du Conseil européen qui se tiendra donc jeudi prochain.

Sur les sujets de compétitivité européenne, nous avons aussi une approche commune, celle qui consiste à faire de notre Europe un continent d'innovation, un continent qui, d'abord, se protège face à la concurrence déloyale, qui sait simplifier et accélérer ses procédures pour produire moins cher, plus vite, qui sait s'adapter aux défis du changement climatique et qui décide d'embrasser le défi de l'innovation. Là-dessus, nous avons, si je puis dire, notre plan de travail qui est très clair. Nous y reviendrons jeudi au Conseil européen avec une vraie communauté de vues, mais aussi avec la volonté de faire face à une forme d'accélération des événements. Au fond, depuis un an, nous savons très bien ce qu'il faut faire. La Commission a préparé beaucoup de choses, mais il y a une accélération aujourd'hui de la compétition internationale liée aux tarifs américains d'une part, à une détérioration de nos conditions de change, d'autre part, et enfin à une agressivité chinoise qui s'est accrue, ceci dès la période d'après-Covid, et encore plus avec les effets indirects des tarifs américains sur l'économie chinoise. Ces phénomènes cumulés mettent l'Europe et l'industrie européenne sous forte pression et imposent de réagir beaucoup plus rapidement et fortement, que nous sommes en train de le faire. Et c'est ce qui ressortait de nos débats d'hier et ce qui est aussi notre convergence de vues. À ce titre, notre agenda bilatéral est très cohérent avec cette feuille de route. Hier, nous avons signé un partenariat sur le transport maritime et logistique dans le port de Koper avec CMA CGM, et je me félicite de cette première étape qui nous permet d'aller plus loin et qui consacre aussi votre pays comme un des points d'entrée logistique des routes, justement, du commerce international vers l'Europe et l'Europe centrale, avec une connectivité, une intermodalité remarquable. Et donc c'est une première étape de partenariat que nous voulons accélérer.

Ensuite, nous avons ce matin consacré une nouvelle étape aussi de notre partenariat industriel avec Renault sur le site de Novo Mesto, c'est une étape importante, là aussi, de ce que nous voulons faire. Ce site est un site historique pour l'entreprise Renault, un site même mythique qui a été au cœur de la 4L, de la R4, de la Clio, et qui va maintenant produire la Twingo électrique, là où les sites de Maubeuge et de Douai, en France, produiront la R4 et la R5, et ce qui permet à un grand constructeur européen d'être au cœur de cette transition que j'évoquais, le véhicule électrique, et ce qui permet de défendre la complémentarité, justement, de nos offres, et ce site de Novo Mesto qui est si important pour votre pays et pour la production européenne. Mais tout ça nous place aussi aux avant-postes de cette bataille pour l'industrie européenne et pour l'automobile européenne. Nous voulons, en effet, défendre notre industrie européenne et notre capacité à produire des véhicules, et c'est pourquoi nous porterons d'une même voix aussi ces ambitions pour le plan à venir de la Commission européenne, qui est une nécessité pour défendre, justement, ce choix industriel et ce que nous avons consacré ce matin : mieux protéger notre industrie de la concurrence déloyale, ce que la Commission a commencé à faire avec les véhicules électriques, accroître notre compétitivité, en particulier pour les plus petits formats et les premiers segments, en réduisant les charges réglementaires, mieux accompagner la transition et donner plus de flexibilité aussi, plus de moyens pour permettre la transition, et défendre la chaîne de production européenne, qu'il s'agisse des producteurs ou de leurs sous-traitants. À cela s'ajouteront évidemment toutes les initiatives à prendre sur les batteries électriques et l'innovation en la matière.

Enfin, les accords signés en matière d'éducation et d'énergie nucléaire viennent renforcer encore et donner plus de force au partenariat stratégique que nous avons signé entre nos deux pays il y a 14 ans maintenant. Je me félicite du choix qui a été fait en matière d'éducation et de la volonté de développer encore la langue française. Et sur l'énergie nucléaire, vous le savez, nous avons la volonté d'être un partenaire, et pas simplement, au fond, un partenaire commercial, mais véritablement un partenaire stratégique qui peut apporter à votre pays d'abord sa capacité à produire des turbines jusqu'aux solutions de gestion de réseau, en passant par les centrales nucléaires et leur exploitation, mais qui souhaite aussi être un partenaire dans la durée d'une plus grande intégration énergétique de la Slovénie dans la région et dans l'Europe, et ce faisant d'une plus grande compétitivité, parce que notre volonté, c'est ce que nous portons pour la France, ce que nous portons aussi pour l'Europe, ce que nous voulons porter à travers ce partenariat, c'est d'être à la fois plus compétitifs, plus décarbonés et plus souverains en matière de production d'énergie. Vous le voyez, la manière dont nous avons scandé l'agenda bilatéral illustre parfaitement que la Slovénie est un partenaire clé pour la France en Europe, au cœur de notre agenda stratégique et nous permet de déployer pleinement ce que nos prédécesseurs ont bâti il y a maintenant 14 ans, mais qui s'enracine dans une histoire beaucoup plus longue et le site de Renault en est l'illustration à lui seul. En tout cas, je voulais vous remercier, et je veux te remercier, Monsieur le premier ministre, cher Robert, pour l'hospitalité, les échanges très riches que nous avons eus. Et je veux ici vous dire le grand bonheur qui est le mien d'être à vos côtés, de mieux découvrir votre pays, votre capital, de voir d'ailleurs son potentiel, sa jeunesse et aussi les partenariats à venir que nous pouvons sceller, nous l'avons évoqué hier, en matière d'innovation, de spatial, mais aussi de santé ou de secteur pharmaceutique, autant d'éléments sur lesquels nous souhaitons aller plus loin. Merci beaucoup.

Journaliste

Bonjour, Monsieur le Premier ministre. Bonjour, Monsieur le Président. Une question sur l'Ukraine. Le président américain s'est de nouveau beaucoup rapproché de son homologue russe. Alors qu'attendez-vous de Donald Trump pour éviter que le sommet de Budapest ne se fasse finalement aux dépens des Ukrainiens ? Si concessions territoriales, il doit y avoir, quand ce sujet devra-t-il être abordé et comment ? J'ai également une question sur Gaza. Est-ce que vous êtes inquiet pour le cessez-le-feu à Gaza ? Et que demandez-vous concrètement au Premier ministre israélien pour pouvoir accélérer l'envoi d'aides humanitaires dans le territoire ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup pour ces deux questions. Sur Gaza, la situation demeure très fragile et nous le savons. Et donc il importe que le Hamas respecte pleinement les engagements qu'il a pris. Et il importe que la pression demeure pour que le cessez-le-feu soit pleinement observé. Dans ce contexte, c'est aussi pourquoi nous souhaitons rester engagés avec nos partenaires européens, nos partenaires arabes et les États-Unis d'Amérique, pour d'une part passer tout de suite, et c'est l'urgence absolue, à la réouverture des points humanitaires et des différentes routes humanitaires pour que l'aide, l'alimentation, les soins de première nécessité puissent être apportés à la population et qu'aussi on puisse évidemment venir en aide aux blessés, à toutes les personnes, les familles les plus vulnérables qui doivent être sorties du territoire de Gaza pour être prises en charge dans les hôpitaux de la région.

Le reste du chemin, vous le savez, est un chemin politique et nous plaçons pour qu'il y ait une résolution au Conseil de sécurité qui, dans les meilleurs délais, soit prise, qui permettra d'avoir un cadre international à la fois à la gouvernance et à la sécurité. Sur l'Ukraine, ce sur quoi nous œuvrons avec constance, c'est la même chose. D'abord, tant qu'il y a la guerre, il y a le soutien à l'Ukraine, militaire, capacitaire et financier. C'est ce que l'Europe fait et qu'elle continue de faire, avec en particulier les propositions faites par la Commission. Il faut donner de la visibilité, continuer à soutenir, et avec les différents programmes que nous finalisons et nous poursuivons. Ensuite, si des perspectives de paix s'ouvraient, et je constate que depuis le mois de janvier dernier, on nous dit que la Russie est prête à faire la paix. Je constate que depuis le mois de mars dernier, le président Zelensky a marqué officiellement sa volonté de signer un accord de paix. Et je constate simplement que, de manière réitérée, c'est la Russie qui n'est jamais à ce rendez-vous. Si les choses devaient changer, la seule paix qui existe est une paix robuste et durable, qui permet d'avoir des garanties de sécurité dûment proposées. C'est ce que nous avons finalisé en européen, dans le cadre de la coalition des volontaires. Et cette coalition des volontaires se réunira vendredi, et nous la coprésiderons avec le Premier ministre Keir Starmer, et nous associerons évidemment le président Zelensky à celle-ci. Et donc les garanties de sécurité sont prêtes. Il y a ensuite une négociation territoriale, et celles-ci ne peuvent être négociées que par le président Zelensky au titre de son pays. Nul autre ne saurait le faire. Et donc, à l'Ukraine de décider pour elle-même et son territoire, aux Européens de décider pour eux-mêmes et leur sécurité, c'est comme ça que les choses peuvent avancer, et dans nul autre cadre.

Journaliste

Bonjour, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président. Monsieur le Président, c'est la première fois en Europe qu'un ancien chef d'État, Nicolas Sarkozy, est incarcéré. Est-ce que vous diriez, comme certains, que l'image de la France est abîmée ? Et par ailleurs, est-ce que vous avez des interrogations sur l'exécution provisoire pour les personnalités politiques ? D'autre part, l'ensemble des pays d'Europe repousse l'âge de départ à la retraite. En France, le Gouvernement a acté la suspension. Vous avez renoncé à cette réforme emblématique. Est-ce que vous diriez que ce renoncement est inévitable ? Et puis, est-ce que vous êtes favorable à un référendum sur cette question des retraites ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Sur la question des retraites, les faits sont têtus et nous vieillissons. Et donc, tous les pays d'Europe qui vieillissent reculent l'âge légal de départ à la retraite, même si nos systèmes sont très différents. Nous l'évoquons d'ailleurs hier avec Monsieur le Premier ministre. Vous avez ici un âge légal qui est beaucoup plus loin que le nôtre, mais l'âge moyen effectif est avant l'âge légal. Donc, il faut aussi regarder ces sujets-là. On a un système qui est très particulier, avec un âge d'annulation de la décote à 67 ans. Bon, je ne vais pas ici rentrer dans la technique. Je pense que la réforme qui avait été votée était une réforme nécessaire pour le pays, présentée d'ailleurs aux Français dans la campagne présidentielle de 2022, puisque je m'étais engagé sur une réforme allant à 65 ans. Elle n'a pas été votée par tous les partis d'opposition, je le rappelle, en 2023, mais a fait l'objet d'un engagement de la responsabilité du Gouvernement, et était ainsi passée.

Le Premier ministre a fait un choix pour apaiser le débat actuel, qui a consisté à proposer le décalage d'une échéance. Je le dis ici parce que ça n'est ni l'abrogation ni la suspension. C'est le décalage d'une échéance, qui est la prochaine échéance, celle des 63 ans au 1er janvier 2027, qu'il a décalée au 1er janvier 2028, avec un financement par des économies. C'est ce qu'il a dit dans son discours de politique générale. Il l'a fait dans un souci d'apaisement, et c'est le débat parlementaire qui donnera l'issue de ce sujet. Et donc, maintenant, c'est le travail du Gouvernement et du Parlement. Pour ma part, je ne peux simplement vous dire qu'une chose : l'avenir de notre système par répartition, qui, je le rappelle, est un système où les actifs payent pour la retraite de leurs contemporains, n'est pas équilibré avec l'âge de départ actuel. Et donc, ce faisant, on a décalé à 2033 la perspective des 64 ans. De toute façon, il faudra repenser le débat. Et je me félicite que le Premier ministre ait souhaité en même temps réouvrir ce débat et que plusieurs forces syndicales et patronales aient manifesté leur envie de le reprendre. Et il faut le faire de manière apaisée, parce que le sujet du vieillissement ne sera pas réglé par un compromis nécessaire pour passer le budget. Sur ce sujet, les perspectives de référendum sont possibles. Encore faut-il qu'on sache sur quoi. Et donc, elles ne pourraient se faire, mais il ne m'appartient pas encore de décider cela, sur un accord qui serait ainsi scellé. Donc, je pense que le plus important, c'est qu'il y ait d'abord un moment de stabilité, des discussions budgétaires apaisées pour la continuité du pays et pour nos compatriotes, qu'il y ait ensuite un travail qui soit repris dans le calme sur le sujet des retraites par les forces syndicales et patronales. Et sur cette base-là, nous verrons ensuite les chemins qui doivent être suivis.

De là où je suis, il ne m'appartient pas de commenter, critiquer les décisions de la justice. Et je suis le garant du bon fonctionnement de nos institutions et ce faisant de la bonne articulation entre l'autorité judiciaire, l'exécutif, le législatif, et y compris quand cela touche l'ancien président de la République. Donc, vous ne me verrez pas ici faire quelques commentaires que ce soit, et je pense qu'il est important que les choses soient ainsi gardées. Néanmoins, que l'image, pour beaucoup de nos compatriotes, je pense surtout à ça, de voir un Président incarcéré par cette décision de justice, puisse susciter des commentaires, c'est normal. Et je pense qu'il faut distinguer l'émotion, y compris l'émotion légitime de proches d'une partie du pays, le respect qui est dû à toute personne, et le bon fonctionnement de la justice qui, de là où je suis, ne suppose pas de faire des commentaires. Quant aux questions d'exécution provisoire, j'ai vu que plusieurs responsables politiques souhaitaient s'en emparer, le président du Sénat l'a indiqué, le garde des Sceaux aussi. Je pense que c'est un débat légitime dans une démocratie, parce que tout le monde souhaite qu'il puisse y avoir des voies d'appel et de recours. Mais c'est un débat qui doit être mené dans le calme et indépendamment des cas spécifiques. Là aussi, pour que notre justice puisse se faire et puisse évoluer dans la sérénité qui convient. Et je souhaite que ce soit cette sérénité qui accompagne tous les débats sur ce sujet. Merci beaucoup.